

La taxe Robin des Bois maintenant !

Une taxe sur les transactions financières (TTF) est moralement juste, politiquement séduisante et techniquement réalisable. Elle permettrait de dégager des milliards pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique.

Trois années se sont écoulées depuis que les excès du secteur financier ont poussé l'économie mondiale au bord du précipice. Aujourd'hui, alors que les pauvres font face aux conséquences de l'irresponsabilité des banques, on observe un retour aux anciennes pratiques – bonus et autres. Pourtant, plus de 80 % des électeurs en France, en Allemagne, en Espagne, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Italie pensent que les banques, responsables de la crise économique, ont le devoir de réparer les pots cassés. Une taxe Robin des Bois sur les transactions financières est à la fois juste et réalisable. Il reste moins de cinq mois – avant la réunion du G20 en novembre - aux pays européens, pionniers sur la taxe Robin des Bois, afin que celle-ci devienne réalité. Il est temps d'agir. La France et l'Allemagne doivent tenir leurs promesses et adopter une proposition commune pour mettre en place la TTF. Elles doivent pour cela prendre comme modèles les taxes efficaces qui existent déjà aux quatre coins du monde. Parallèlement, le reste du G20, notamment le Royaume-Uni, doit tenir tête aux intérêts privés du secteur financier et rejoindre les pays pionniers. De nouveaux chiffres d'Oxfam montrent que même une taxe limitée pourrait, dans un premier temps, lever 18 milliards d'euros rien qu'au niveau de la France, l'Allemagne et l'Espagne. Une telle taxe pourrait lever 210 milliards d'euros au niveau de l'UE et 400 milliards de dollars au niveau mondial.

Les conséquences de l'irresponsabilité des banquiers

L'économie mondiale sort aujourd'hui de la pire récession depuis des décennies. Les véritables coûts d'un système financier fondé sur la prise de risques inconsidérés commencent aujourd'hui à se faire connaître. Les plus pauvres sont ceux qui ont le plus souffert de la crise économique. La crise financièreⁱ s'est traduite par le tarissement des envois de fonds des migrants et la baisseⁱⁱ des investissements, des revenus des exportations et du crédit. Il y a aujourd'hui, de ce fait, un trou de 65 milliards de dollars dans les budgets des pays à faible revenu. Cependant, le pire reste à venir. L'aide au développement connaît des réductions dramatiques, notamment en Europe continentale. Le coût humain du comportement irresponsable de quelques uns est incommensurable.

Il suffit de porter notre regard quelques années en arrière afin de savoir ce qui nous attend très prochainement. Cinq ans après la crise financière de 1997 en Asie de l'Est, le nombre d'Indonésiens en situation de pauvreté avait doubléⁱⁱⁱ. Des millions de femmes indonésiennes travaillant dans l'industrie d'exportation ont été renvoyées ceci avant les

hommes), et contraintes de regagner leurs villages, trouver du travail sur le marché noir ou émigrer. Cette fois-ci, les impacts économiques directs seront accompagnés de la baisse de l'aide internationale : des services sociaux et de santé vitaux seront donc interrompus en même temps.

Si l'on prend en considération les impacts du changement climatique, le défi auquel doivent faire face les plus pauvres s'amplifie— alors même que cette crise est largement causée par les émissions de gaz à effet de serre des pays riches. Ce sont en effet les pays les plus pauvres qui devront supporter 75 à 80 % des coûts engendrés par les impacts liés au changement climatique^{iv}.

Même aujourd'hui, l'aide globale au développement n'équivaut qu'à 0,3 % du revenu national (PIB) de nombreux pays riches. C'est une somme dérisoire. **En Allemagne, l'aide au développement est moins élevée que l'ensemble des salaires et des bonus d'une seule banque (Deutsche Bank)^v.**

Miser sur la mémoire courte

Et pourtant, alors que les plus pauvres sont encore en train de compter les coûts, le secteur financier fait de nouveau des profits gigantesques.

Les quatre plus grandes banques françaises^{vi} ont réalisé 16,6 milliards d'euros de profits en 2010, tout juste un an après la crise financière. Seulement 10 % de cette somme suffirait à fournir des soins à l'ensemble des populations du Niger, du Mali et du Burkina Faso^{vii}. Alors que les banques reprennent leurs affaires comme si de rien n'était, les profits et les bonus continuent d'augmenter : la somme totale en 2011 devrait s'élever entre 600 et 1 000 milliards de dollars^{viii} au niveau mondial^{ix}.

De plus, une importante partie de ces profits a été réalisée grâce à l'aide fournie par les gouvernements aux banques et au secteur financier de façon directe ou indirecte. Comme le souligne le professeur Jeffrey Sachs, directeur de l'Institut de la Terre de l'Université de Columbia, dans un article pour le *Times*^x : « *Les grandes institutions financières... doivent leurs profits et leur survie à leur proximité avec la Banque centrale. Des bonus gigantesques sont distribués, années après années, qu'il pleuve ou que le temps soit au beau fixe, que les prix soient à la hausse ou à la baisse* ». En 2010, la Banque d'Angleterre a estimé que les contribuables anglais contribuent chaque année implicitement à hauteur de plus de 100 milliards de dollars aux banques^{xi}. Leur statut de « too big to fail » (« trop importantes pour faire faillite ») leur permettait en effet d'emprunter de l'argent à des taux bien plus bas que d'autres entreprises. Comme l'a dit récemment Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre : « *jamais dans le milieu financier, tant d'argent n'a été détenu par si peu et dans autant de situations. Et, on peut l'ajouter, jusqu'à maintenant avec si peu de réformes* »^{xii}.

Avant la crise, l'industrie bancaire était la plus profitable au monde : en moyenne 26 fois plus profitable que les autres industries^{xiii}. Le FMI a établi qu'une partie de ces profits était « excessive » et Lord Tuner, directeur de l'Autorité des services financiers britannique, a jugé « socialement inutiles » nombre des activités les générant.^{xiv} De plus, le volume des transactions financières est aujourd'hui bien plus élevé qu'il ne l'était avant la crise et représente 70 fois la taille de l'économie réelle^{xv}. Les opérations de change ont par exemple augmenté de 20 % au niveau mondial entre 2007 et 2010^{xvi}.

La prise de risque excessive par quelques uns ne devrait pas pouvoir ruiner les vies de tant de personnes. Le secteur bancaire et financier devrait payer pour réparer les conséquences néfastes qu'il génère. Il y a un moyen simple de s'assurer qu'il le fasse.

Se servir de la crise comme d'une opportunité

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la taxe Robin des Bois remporte une si forte adhésion.

Une petite taxe d'en moyenne 0,05 % appliquée sur toutes les transactions financières pourrait lever environ 400 milliards de dollars au niveau mondial pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique^{xvii}. L'impact serait incroyable : appliquer la taxe ne serait-ce qu'une minute pourrait lever suffisamment d'argent pour vacciner 1,5 millions d'enfants africains contre la méningite^{xviii}. Appliquer la taxe cinq jours lèverait assez d'argent pour créer un mécanisme de gestion des risques afin d'assurer les pays contre les dommages causés par les catastrophes naturelles liées au changement climatique et renforcer les capacités pour créer une assurance pour les petites récoltes dans les pays en développement^{xix}.

Pour les plus pauvres, c'est la plus grande opportunité depuis l'allègement des dettes. Cette idée a mis des années à germer et pourrait aujourd'hui se réaliser et sauver des millions de vies.

Aujourd'hui, des TTF limitées existent déjà sous différentes formes dans de nombreux secteurs financiers et, par exemple, lèvent 6 milliards de dollars au Royaume-Uni et en Corée du Sud^{xx}. Il est difficile de les contourner et, en les généralisant, nous pourrions faire payer les coûts de la crise financière à ceux qui l'ont déclenché.

De nouveaux calculs dans ce rapport suggèrent que même l'instauration d'une taxe sur les actions et obligations par les pays pionniers (France, Allemagne et Espagne), pourrait rapporter 18 milliards de dollars. Ce chiffre pourrait plus que doubler si l'assiette était élargie aux dérivés et aux devises. Certaines estimations établissent que l'élargissement de l'assiette de la Stamp Duty britannique (« droit de timbre ») aux dérivés pourrait doubler ses revenus qui pourraient alors atteindre plus de 10 milliards de dollars^{xxi}.

Projections sur les revenus générés par la TTF

Selon les estimations, une taxe sur l'ensemble des transactions financières et mise en place au niveau global pourrait rapporter environ 400 milliards de dollars, 210 milliards au niveau européen, et potentiellement plus de 20 milliards de dollars au Royaume-Uni.^{xxii} Cependant, il n'y a actuellement aucune estimation spécifique pour les pays pionniers (Espagne, Allemagne, France). Pour produire les données de ce rapport, nous suivons la même approche que la méthodologie développée par McCulloch et Pacillo (2010), correspondant aux meilleures pratiques actuelles. Dans un premier temps, le modèle de la Stamp Duty est appliqué aux actions cotées en bourse en France, Allemagne et en Espagne (en faisant des hypothèses prudentes sur le rétrécissement du marché). Une faible taxe de 0,05 % est ensuite appliquée au marché des obligations dans ces pays (en faisant également des hypothèses prudentes). On estime que cette TTF limitée générerait un revenu total de 18 milliards d'euros. Étendre la taxe aux dérivés et aux marchés des devises permettrait de doubler le revenu estimé^{xxiii} et réduirait également la substitution des actifs, accroissant donc son efficacité.

Une taxe ambitieuse et réalisable...

Contrairement à ce que prétendent certains, la faisabilité technique de la TTF ne fait absolument aucun doute : le FMI^{xxiv}, des économistes réputés, chercheurs universitaires et même des financiers ont clairement indiqué qu'une telle taxe fonctionnerait. Ainsi, Josef Ackerman, dirigeant de la Deutsche Bank, a reconnu qu'une TTF au niveau régional serait tout à fait gérable^{xxv}.

En fait, de nombreux pays appliquent déjà différents types de taxes sur les transactions financières : le Royaume-Uni, la Corée du Sud, Hong Kong et Taiwan taxent, tous, les actions. Taiwan et l'Inde taxent aussi les dérivés (contrat à terme et d'options). La Suisse et Taiwan incluent les obligations^{xxvi}. Le succès de ces taxes existantes vient contredire les propos de financiers déclarant qu'une TTF ne marcherait pas. La réalité est que de telles taxes sont déjà en place à certains endroits. Comme le dit le FMI, ces taxes sont « certainement réalisables comme en témoigne leur utilisation dans un certain nombre de pays développés »^{xxvii}. Grâce à elles, le Royaume-Uni et la Corée du Sud, chaque année, lèvent déjà 6 milliards de dollars pour leurs gouvernements respectifs. Une simple extension de ces mécanismes à d'autres pays européens et à d'autres catégories de dérivés (par exemple obligations, dérivés et transactions de change) serait un simple pas en avant mais un pas majeur.

De plus, les avancées technologiques des dernières années impliquent que l'immense majorité des marchés sont maintenant liés grâce à une poignée de centres d'échange d'information électronique, rendant bien plus facile la collecte d'une TTF. Il y a un large consensus au niveau académique sur le fait qu'une taxation à la source est à fois réalisable et séduisante^{xxviii} et plusieurs taxes sur les transactions sont déjà perçues de cette façon.

Une TTF pourrait uniformiser les taxes...

Il est également important de reconnaître que le poids du lobby bancaire a permis au secteur financier de rester considérablement sous-taxé par rapport à d'autres secteurs^{xxix}. Une TTF pourrait changer cela.

Comme souligné ci-dessus, les contribuables contribuent implicitement aux grandes banques (la Banque d'Angleterre évalue le chiffre total à plus de 100 milliards de livres sterling rien qu'au Royaume-Uni^{xxx}) et les services financiers sont aussi exemptés de la TVA^{xxxi}. Une nouvelle taxe sur le secteur financier, loin de pénaliser excessivement une partie de l'économie, ne ferait en fait que la ramener au même niveau que le reste du secteur privé.

Le fardeau d'une TTF retomberait premièrement sur ces institutions et les investisseurs réalisant des transactions à haute fréquence, tels que ceux utilisant Tradebot aux Etats-Unis qui, en moyenne, ne détient une action que pendant 11 secondes. Le coût pour les investisseurs sur le long terme (comme les fonds de pension et d'assurance) serait faible alors que le coût pour les traders qui modifient leurs portefeuilles à chaque seconde augmenterait rapidement.

Une TTF est donc idéale, notamment depuis que de nombreux commentateurs (dont fait partie Lord Adair Turner, directeur de l'Autorité des services financiers britannique) partagent l'idée que les Transactions à Haute Fréquence ne contribuent pas à l'économie réelle. Le « flash crash » du 6 mai 2010, lorsqu'un trader a vendu 75 000 actions d'une valeur de 4,1 milliards de dollars en 20 minutes, illustre parfaitement ce propos La soudaine

perte de valeur a incité les autres traders réalisant des Transactions à Haute Fréquence à entrer dans la spirale de la vente, générant la chute du prix des actions aux Etats-Unis, certaines allant jusqu'à atteindre un centime, puis leur remontée en quelques minutes.

C'est pourquoi, dans un contexte marqué par la récente forte hausse de la volatilité des prix alimentaires, la CNUCED a plaidé pour l'application d'une taxe sur les transactions sur les marchés dérivés de matières premières^{xxxii}. La CNUCED soutient que cela ralentirait ces marchés, réduisant l'étendue de la désinformation.

Une TTF retomberait sur les plus riches...

Un autre argument crucial en faveur d'une TTF est que c'est une forme de taxation hautement progressive.

Les principaux joueurs sur les marchés des transactions financières à haute fréquence sont un petit groupe de hedge funds et de banques d'investissement, une catégorie séparée des services bancaires commerciaux de tous les jours. Ainsi, la taxe ne devrait pas affecter le prix du crédit pour les petites entreprises ou les individus. De plus, une TTF peut aussi être conçue de façon à ne pas inclure certains types de transactions, si nécessaire.

Au contraire, le fardeau retomberait principalement sur ceux qui possèdent ou dirigent les hedge funds et les banques d'investissement qui réalisent des transactions financières à haute fréquence. Et même si certaines de ces entreprises tentaient de faire retomber certains des coûts sur leurs consommateurs, les banques d'investissement et les hedge funds sont généralement utilisés par les plus riches. Comme l'a déclaré le FMI, « *aux Etats-Unis en 2007, le premier décile en termes de revenu détient 81 % des obligations, 63 % des actions, 57 % des fonds d'investissement... En divisant la population en déciles selon la richesse nette, ces parts sont bien plus importantes* »^{xxxiii}.

En effet, la TTF devrait, selon le FMI, être financée par les mêmes personnes qu'une taxe sur les gains du capital.

Réunir les experts, les responsables politiques et le public pour une cause commune

Avec tous les arguments politiques, techniques et économiques en faveur de la TTF, les experts économiques et financiers, les leaders mondiaux, les penseurs les plus influents et, plus important encore, l'opinion publique, sont de plus en plus en faveur d'une telle taxe.

Le président français Nicolas Sarkozy a fait de la mise en place d'une TTF une priorité pour sa présidence au G20. Le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble a insisté sur le fait que même si une solution au niveau mondial se révélait impossible, « *le gouvernement allemand ferait pression pour une solution européenne* »^{xxxiv}. Les gouvernements autrichien, belge, finlandais, hongrois, luxembourgeois et espagnol sont en faveur de la taxe Robin des Bois et les ministres des Finances de 28 pays francophones à faible revenu se sont également récemment prononcés en sa faveur^{xxxv}. L'idée est soutenue par des lauréats du Prix Nobel et des économistes renommés tels que Paul Krugman, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale Joseph Stiglitz, le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, des financiers comme George Soros et Warren Buffett et des organisations caritatives, des groupes écologistes, des syndicats, des leaders religieux, des célébrités et des centaines de milliers de militants autour du globe. L'enthousiasme généré par cette question est époustoufflant.

Récemment, 1 000 économistes renommés (une profession pourtant reconnue pour être en désaccord sur presque tout) issus de chaque pays du G20^{xxxvi}, ont écrit au G20 pour montrer leur soutien à la TTF en argumentant que c'est une « *idée qui est arrivée à maturité* ».

Le public européen est également enthousiaste. Un sondage récent réalisé par YouGov dans 6 pays européens^{xxxvii} a montré que 80% des électeurs, dans chaque pays, pensent que les banques, les hedge funds et les autres institutions ont la responsabilité de réparer les dommages causés par la crise économique. Le fait que 87% des électeurs conservateurs au Royaume-Uni rejoignent cette opinion indique qu'elle est partagée par l'ensemble du spectre politique. Enfin, au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Espagne et en Italie, plus de la moitié de la population sont en faveur d'une TTF¹.

Aux quatre coins du monde, les militants se rallient derrière la TTF lors d'une semaine d'action en juin 2011 où l'on s'attend à voir des millions de militants faire entendre leur voix dans plus de 30 pays.

Le moment critique de la prise de décision approche

Malgré cet enthousiasme général, nous nous approchons aujourd'hui rapidement d'un point de décision critique. La présidence de la France au G20 se termine en novembre 2011 : des actions concrètes doivent être menées avant cette date.

Il est crucial que la France, l'Allemagne et les autres pays européens fassent preuve de leadership avant cette date limite en se mettant d'accord afin d'instaurer eux-mêmes une TTF. Seul un tel leadership persuadera une coalition de pays au niveau mondial lors de la réunion du G20 en novembre. Il est indispensable que les pays européens adoptent une proposition commune, qui fournira des ressources essentielles pour l'éradication de la pauvreté et la lutte contre le changement climatique. Il est temps d'agir aujourd'hui.

Une TTF européenne est un premier pas réalisable

De nombreux opposants et sceptiques ont argué qu'une TTF qui ne serait pas appliquée au niveau mondial serait peu réaliste. Un accord au niveau mondial serait bien sûr idéal. Toutefois, sans accord mondial préalable, il existe aujourd'hui des taxes sur les transactions financières appliquées de façon unilatérale : et pourtant, les banques n'ont pas déserté ces pays. En fait, ces expériences prouvent qu'une TTF peut être conçue sans inciter à la délocalisation : la taxe sur les actions britanniques, couronnée de succès, s'applique sur toutes les transactions, quelque soit le lieu dans le monde où elles se déroulent. Si vous désirez le titre de propriété d'une action d'une entreprise britannique, vous devez payer la taxe.

On porte trop d'attention aux menaces intéressées de quelques banquiers et financiers. Récemment, le *Financial Times* a déclaré dans un éditorial, tout à fait justement : « *nous devrions tenir tête à de telles menaces, non seulement parce qu'elles sont excessives mais également parce qu'on peut douter de leur crédibilité* ». En réalité, les institutions financières sont localisées en Europe pour de multiples raisons. Cela inclut un certain nombre d'externalités de réseau et d'avantages (accès immédiat à l'information, services d'assistance et partenaires commerciaux), la souscription implicite des gouvernements à l'idée que ces institutions sont « trop importantes pour faire faillite » (ce qui nécessite un

¹ Royaume-Uni (51 % vs 19 %), Allemagne (53 % vs 24 %), France (51 % vs 22 %), Espagne (67 % vs 15 %) and Italie (59 % vs 18 %)

pays disposant d'une économie forte et de la volonté d'empêcher leur faillite) et l'importance des fuseaux horaires.

Terry Smith, directeur de Tullet Prebon, un courtier de la City, a déclaré en décembre 2009 qu'il prévoyait que les 950 membres du personnel basés à Londres déménageraient à l'étranger avant que le nouveau taux d'imposition à 50 % n'entre en vigueur. La *Guardian* faisait remarquer le 14 avril 2010 que jusqu'ici « *personne n'avait choisi cette option* ». Nous pensons que la réponse du secteur financier à une TTF sera semblable.

Nous ne devons pas laisser ces tactiques alarmistes hypocrites entraver un tel moment historique.

150 jours pour obtenir une taxe Robin des Bois

Les pièces finales du puzzle politique commencent à se mettre en place. Les questions techniques ont été élucidées et les raisons justifiant la mise en place d'une TTF sont évidentes.

A l'issue du Sommet français du G20 à Cannes le vendredi 4 novembre, une coalition de pays volontaires devra se déclarer en faveur de l'instauration rapide d'une TTF et de l'affectation de ses revenus à la lutte contre le changement climatique et l'aide aux plus démunis. Les pays européens leaders sur cette question disposent de moins de 5 mois pour qu'une TTF devienne réalité.

Il est donc urgent que :

1. La France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche et d'autres pays européens en faveur d'une TTF tiennent leurs promesses et adoptent une proposition unique, légifèrent et la fassent entrer en vigueur.
2. Parallèlement, les pays de l'UE à la traîne, notamment le Royaume-Uni, doivent tenir tête aux intérêts privés du secteur financier et rejoindre les pays pionniers.
3. Le G20 devrait ensuite suivre l'exemple de l'Europe en se mettant d'accord pour la mise en place d'une TTF internationale lors de son rassemblement en novembre. La Corée du Sud, le Brésil et d'autres pays ont déjà mis en place une sorte de TTF, ils devront étendre sa portée.
4. Enfin, cette taxe ne doit pas profiter aux intérêts privés. Sans tenir compte de l'échelle à laquelle la TTF est mise en place, que ce soit de façon unilatérale, au niveau de l'UE ou du G20, ses revenus doivent être utilisés pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique.

Les leaders mondiaux sont face à une opportunité historique : tirer le bénéfice, pour ceux qui ont en le plus souffert, de la pire crise économique qu'ait connu le monde depuis des décennies. Ils doivent la saisir.



La confédération internationale d'Oxfam regroupe des organisations indépendantes non gouvernementales des pays suivants : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France, Hong Kong, Inde, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Québec et Royaume-Uni.

Notes

ⁱ <http://www.oxfam.org/en/policy/impact-global-financial-crisis-budgets-low-income-countries>

ⁱⁱ [Dolphin, T., and Chappal, L. 2010. *The Effect of the Global Financial Crisis on Emerging and Developing Economies*. Institute for Public Policy Research. London, UK](#)

ⁱⁱⁱ M. Ravallion (2008) 'Bailing out the world's poorest', Policy Research Working Paper 4763, Banque mondiale, http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&piPK=64165421&theSitePK=469372&menuPK=64166093&entityID=000158349_20081029084618&cid=decresearch

^{iv} Le groupe de la Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde de 2010

^v <http://www.guardian.co.uk/business/2010/feb/04/deutsche-bank-awards-pay-rises>; Les bonus et les salaires de la Deutsche bank s'élevaient à 17,8 milliards de dollars en 2009. L'APD allemande était seulement de 12 milliards de dollars en 2009 et de 12,7 milliards de dollars en 2010.

^{vi} Crédit Agricole, BNP Paribas, Société Générale, BPCE Group

^{vii} L'Organisation mondiale de la santé (2010), 'Health Systems Financing'. Ce rapport soutient que les pays à faible revenu auraient eu besoin de 44\$ par personne en plus pour pouvoir fournir des soins de santé de base gratuitement en 2009.

^{viii} McKinsey *Whats in store for Global Banking*.

http://www.swissfinanceinstitute.ch/html/press/pdf/McKinsey_Global_Banking_2008-02-05.pdf.

La somme de 600 milliards de dollars est seulement une projection et cette somme serait à peu près équivalente aux profits des banques en 2006 (672 milliards en dollars constants). Le rapport McKinsey duquel est tiré ce chiffre de 672 millions de dollars a été rédigé avant la crise financière et prévoyait que les profits des banques

auraient doublés d'ici 2016. Nous n'avons pas utilisé ces chiffres plus élevés mais sommes à la place partis du principe que les profits des banques retourneront à peu près à la niveau d'avant la crise en 2011.

^{ix} Estimations de Murphy, R, *Taxing Banks*, <http://www.taxresearch.org.uk/Documents/IMFTaxingBanks.pdf> et Kapoor, S. (2010) *Financial Transaction Taxes: Tools for Progressive Taxation and Improving Market Behaviour*, <http://robinhoodtax.org.uk/files/ReDefine-FTTs-as-tools-for-progressive-taxation-and-improving-market-behaviour.pdf>

^x Jeffrey Sachs, article d'opinion dans le *Times*, *Rob rich bankers and give to the poor* http://www.timesonline.co.uk/tol/comment/columnists/guest_contributors/article7055759.ece

^{xi} Banque d'Angleterre (Juin 2010), Rapport de stabilité financière.

^{xii} Mansion House Speech of Lord Turner, 22 septembre 2009 http://www.fsa.gov.uk/pages/Library/Communication/Speeches/2009/0922_at.shtml

^{xiii} McKinsey *Whats in store for Global Banking*. http://www.swissfinanceinstitute.ch/html/press/pdf/McKinsey_Global_Banking_2008-02-05.pdf

^{xiv} Discours de Lord Turner à la Mansion House, 22 septembre 2009 http://www.fsa.gov.uk/pages/Library/Communication/Speeches/2009/0922_at.shtml

^{xv} Voir FMI, *Taxing Financial Transactions: Issues and Evidence* <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2010/paris/pdf/090110.pdf> page 144

^{xvi} <http://www.bbc.co.uk/news/business-11148626>

^{xvii} Voir par exemple McCulloch, N., and Pacillo, G., 2010. *The Tobin Tax – A Review of the Evidence*. Institute of Development Studies. University of Sussex, UK and Tax Research LLP (2010) *Taxing Banks. A Report Submitted to the International Monetary Fund*, Norfolk: Tax Research LLP

^{xviii} Source: <http://www.guardian.co.uk/society/2010/nov/23/30p-meningitis-vaccine-millions-africa> (consulté le 18 mars 2011) et nos propres calculs basés sur une taxe au niveau mondial générant approximativement 400 milliards de dollars par an.

^{xix} [Munich Climate Insurance Initiative. 2009. *Climate Risk Management Mechanisms including Insurance, in the context of Adaptation to Climate Change. Submitted to the on UNFCCC 24 April 2009*](#), et nos propres calculs basés sur une taxe au niveau mondial générant approximativement 400 milliards de dollars par an

^{xx} Matheson (2011), 'Taxing Financial Transactions, Issues and Evidence', Document de travail du FMI, Washington DC, USA. Aussi bien le Royaume-Uni et la Corée du Sud, grâce à leurs droits de timbre sur les actions.

^{xxi} Campagne Taxe Robin des Bois (2011), '*There is an alternative*'.

^{xxii} Voir par exemple McCulloch, N., and Pacillo, G., 2010. *The Tobin Tax – A Review of the Evidence*. Institute of Development Studies. University of Sussex, UK; Tax Research LLP (2010) *Taxing Banks. A Report Submitted to the International Monetary Fund*, Norfolk: Tax Research LLP; Schulmeister (2008), 'A General Financial Transaction Tax: Motives, Revenues, Feasibility and Effects', Austrian Institute of Economic Research

^{xxiii} McCulloch and Pacillo (2010) ont établi que les revenus levés par les devises, en particulier les dérivés, excéderaient largement les revenus levés par les actions par exemple.

^{xxiv} Claessens, S., Keen, M., Pazarbasioglu, C. 2010. Financial Sector Taxation. The IMF's Report to the G-20 and Background Material. Fonds monétaire international. Washington DC, USA

^{xxv} Berlin, 10 Juin 2010.

^{xxvi} Matheson (2011), '*Taxing Financial Transactions, Issues and Evidence*', FMI document de travail, Washington DC, Etats-Unis

^{xxvii} Claessens, S., Keen, M., Pazarbasioglu, C. 2010. Financial Sector Taxation. The IMF's Report to the G-20 and Background Material. Fonds monétaire international. Washington DC, USA

^{xxviii} McCulloch, N., and Pacillo, G., 2010. *The Tobin Tax – A Review of the Evidence*. Institute of Development Studies. University of Sussex, UK

^{xxix} Murphy, R, *Taxing Banks*, *ibid*.

^{xxx} Banque d'Angleterre (Juin 2010), Rapport de stabilité financière.

^{xxx}_i Par exemple, les services financiers et les services d'assurance sont exemptés de TVA dans l'UE.

^{xxx}_{ii} <http://www.guardian.co.uk/business/2011/jun/05/commodities-food-security?INTCMP=SRCH>

^{xxx}_{iii} Voir FMI, *Taxing Financial Transactions: Issues and Evidence*
[http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2010/paris/pdf/090110.pdf page 144](http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2010/paris/pdf/090110.pdf_page_144)

^{xxx}_{iv} [j]^[i] Interview avec Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung, 23 Mai 2010,
<http://www.faz.net/artikel/C30923/wolfgang-schaeuble-im-gespraech-ich-werde-weiterhin-nicht-tricksen-30072531.html>

^{xxx}_v <http://robinhoodtax.org.au/2011/04/francophone-countries-endorse-financial-transaction-tax/>

^{xxx}_{vi} http://www.guardian.co.uk/business/2011/apr/13/robin-hood-tax-economists-letter?CMP=tw_t_gu

^{xxx}_{vii} Un sondage YouGov pour Oxfam a été mené au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Espagne, aux Pays-Bas et en Italie du 7 au 14 mars 2011.

Oxfam www.oxfam.org

La confédération internationale d'Oxfam regroupe des organisations indépendantes non gouvernementales des pays suivants : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France, Hong Kong, Inde, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Québec et Royaume-Uni.